

## AMGVF - La sécurité et la politique de la ville, priorités des maires des grandes villes.

---



© A. Wemaere

Dans un « Manifeste » présenté en conclusion de leur 10<sup>e</sup> Conférence, le 22 septembre, à la mairie de Paris, les maires des grandes villes ont réitéré la demande à l'Etat d'un « Grenelle » de la sécurité formulée cet été par le président de l'AMGVF. Michel Destot, député-maire (PS) de Grenoble, revient dans une interview vidéo, sur les attentes de l'association.

En l'absence du ministre de l'Intérieur, l'Association a plaidé pour une « action coordonnée à l'échelle nationale et locale » qui « permettra de mettre en œuvre des solutions durables ».

« Il faut redéfinir les champs de compétences de l'Etat et des collectivités, doter les territoires de moyens conséquents et éviter la stigmatisation des élus locaux », a souligné Michel Destot. « Quand on stigmatise des maires, quand on stigmatise des quartiers, quand on stigmatise des villes, on franchit la ligne blanche », s'est-il exclamé, faisant allusion aux critiques contre les maires qui avaient suivies les événements de Grenoble.

« La sécurité est d'abord une responsabilité régaliennne », proclament les élus dans leur manifeste.

« Nous avons un rôle important à jouer », rappellent-ils, « mais nous savons que la répression est de la compétence de l'Etat : police nationale, gendarmerie, justice ».

Concrètement, les maires demandent :

- le gel du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux dans la police nationale et la gendarmerie,
- une meilleure utilisation des effectifs de la police sur le terrain
- le développement de missions ciblées dans la lutte contre les trafics de drogue et d'armes,
- davantage de moyens financiers au bénéfice du Fonds ministériel de prévention de la délinquance, et aux actions qu'ils mènent au niveau local.

Des positions que Michel Destot précise dans l'interview réalisée par Xavier Brivet, rédacteur en chef du Courrier des maires

## Fadela Amara : « deux chantiers prioritaires en 2011 »

Parallèlement, les élus « veulent que la politique de la ville soit réellement considérée comme une priorité nationale ». Ils proposent notamment le déblocage de moyens exceptionnels pour les quartiers les plus sensibles, « une meilleure articulation des différentes administrations en charge de la politique de la ville », et le lancement d'un programme ANRU 2 pour conforter les programmes de renouvellement urbain en cours.

Invitée à conclure un débat sur le sujet, Fadela Amara a indiqué qu'elle souhaitait « faire du « sur mesure » avec les élus locaux en matière d'éducation, d'emploi, de mobilité et de sécurité ». La secrétaire d'Etat chargée de la politique de la ville a détaillé sa « feuille de route pour 2011 » en annonçant le lancement de « deux chantiers prioritaires : la réforme de la géographie prioritaire, avec une actualisation de la liste des zones urbaines sensibles (Zus) qui date de 1996, et la réforme de la péréquation, afin que l'on donne plus à ceux qui ont moins ».

Fadela Amara a confirmé qu'elle prépare une « nouvelle génération de contrats urbains de cohésion sociale (Cucs) » qui donnera lieu à une expérimentation. Elle a souligné qu'elle avait préservé, dans le projet de loi de finances pour 2011, les dotations de solidarité de l'Etat (dotation de développement urbain - DDU - et dotation de solidarité urbaine - DSU). « Je me bats toujours pour financer un ANRU 2 au-delà de 2012 » a-t-elle également indiqué.

Un article de

COURRIER DES MAIRES.fr

*unapm*